

L'engagement de François Hollande

Dépense publique : pourquoi l'objectif de 50 Mds € d'économies sur 3 ans n'a pas été atteint

Les économies réalisées n'auront été que de 19 Mds €



© ZIHNOGLU KAMIL/SIPA

par François Ecalte

Lors de sa conférence de presse du 14 janvier 2014, le président de la République François Hollande avait confirmé l'objectif de 50 Mds€ d'économies sur les dépenses publiques au cours des années 2015 à 2017 qui avait été annoncé par le gouvernement quelques semaines plus tôt. Cet objectif est devenu une constante de la politique budgétaire pendant la suite du quinquennat.

Comme dans beaucoup de pays, une économie de 1 Md€ une année N ne signifie pas que le montant des dépenses publiques de l'année N est inférieur de 1 Md€ à celui de l'année N-1. Elle signifie que les dépenses de l'année N sont inférieures de 1 Md€ à ce qu'elles auraient été si aucune mesure nouvelle n'avait été prise pour en limiter la croissance. En effet, des dépenses comme les retraites augmentent fortement chaque année du fait notamment de leur indexation sur les prix et de la croissance du nombre de retraités. Pour seulement ralentir leur hausse, il faut prendre des mesures difficiles comme la désindexation des pensions ou le relèvement de l'âge minimal de départ en retraite.

"Une économie de 1 Md€ une année N ne signifie pas que le montant des dépenses publiques de l'année N est inférieur de 1 Md€ à celui de l'année N-1. Elle signifie que les dépenses de l'année N sont inférieures de 1 Md€ à ce qu'elles auraient été si aucune mesure nouvelle n'avait été prise pour en limiter la croissance."

Les 50 Mds€ d'économies correspondaient à l'écart entre le montant des dépenses prévues pour 2017 et le montant qui aurait résulté de leur "croissance tendancielle", c'est-à-dire sans nouvelles mesures, de 2014 à 2017, ces montants étant exprimés en euros constants et hors crédits d'impôts. L'estimation de la croissance tendancielle des dépenses publiques est donc essentielle pour chiffrer les économies. Elle est relativement facile pour les pensions de retraite, leur croissance tendancielle étant déterminée par des facteurs démographiques et économiques bien connus, mais elle est souvent très difficile, notamment pour des dépenses ayant un caractère discrétionnaire comme les investissements.

Une progression des dépenses publiques de 1,1 % en volume par an en moyenne

Les estimations de la croissance tendancielle des dépenses publiées par le ministère des Finances au cours de ces années ont beaucoup varié et n'ont jamais été vraiment justifiées. En revanche, l'Inspection générale des finances et la Cour des comptes avaient mené des travaux approfondis en 2012 qui concluaient à une croissance tendancielle en volume (euros constants) de 1,5 % par an des dépenses publiques.

Les comptes des administrations publiques publiés fin mars par l'Insee montrent que la progression des dépenses publiques en volume a été en moyenne de 1,1 % par an sur les années 2015-2017. Les économies réalisées se sont ainsi élevées à un peu moins de 5 Mds€ par an, soit 14 Mds€ en cumul sur ces trois exercices.

"Les économies réalisées sur 2015-2017 sont de 19 Mds€. En tout état de cause, cela ne fait pas la moitié des 50 Mds€ attendus"

Les dépenses de 2017 ont toutefois été majorées de 5 Mds€ par le remboursement de la taxe sur les dividendes. Si cette dépense exceptionnelle est mise à part, bien que les gouvernements du quinquennat précédent en soient largement responsables, les économies réalisées sur 2015-2017 sont de 19 Mds€. En tout état de cause, cela ne fait pas la moitié des 50 Mds€ attendus.

Le site www.fipeco.fr développe les analyses de François Ecalte.